

*Dr. Elena Nalon, DVM, Ph.D.
EBVS® European Veterinary Specialist in Animal Welfare, Ethics and Law
Programme Leader - Farm Animals
Eurogroup for Animals*

Bonjour à tous, je voudrais d'abord remercier la STS pour m'avoir invitée à cette conférence de presse. Je m'appelle Elena Nalon, je suis une vétérinaire spécialisée dans le bien-être des animaux dits « de rente » et je m'occupe de ce sujet au sein d'Eurogroup for Animals, une fédération de 64 organisations, qui a son siège à Bruxelles, et qui défend les intérêts des animaux dans tous les domaines où ils sont exploités. Nous opérons au niveau des institutions européennes, et aussi au niveau national grâce à une étroite collaboration avec nos organisations membres.

D'abord de la part d'Eurogroup for Animals nous tenons à vous féliciter pour votre initiative populaire de modification de la constitution. Nous sommes fermement convaincus que pour créer et maintenir les conditions d'une agriculture vraiment durable et équitable, qui respecte aussi le bien-être animal au-delà des slogans et des fausses promesses, il faut avoir le courage de légiférer. En ce sens, l'initiative constitutionnelle suisse peut établir un précédent positif que nous espérons voir inspirer l'Union Européenne dans ses politiques agricoles et commerciales futures.

La situation européenne par rapport à l'élevage (et l'agriculture plus généralement) est connue: tout le monde parle de durabilité, mais en fait au niveau politique, on continue de soutenir un modèle industriel, avec une constante intensification, ainsi qu'une course à la baisse pour les prix de production afin de rester compétitifs sur les marchés internationaux. Et pourtant, cette course vers le bas a un coût très élevé, pour les animaux, les éleveurs, et finalement la planète. Et ça n'est plus soutenable.

En considérant la situation du point de vue des animaux, nous constatons que le modèle de production industriel, même en présence d'une législation européenne considérée avancée, a créé des conditions de vie et de mort dramatiques pour les animaux. Les causes principales sont: le manque de législation pour garantir aux animaux d'élevage une vie « digne », le manque d'application de la législation existante par les pays membres, et enfin, le manque de volonté politique de la part de l'Europe pour faire respecter les lois existantes, et pour adapter sa législation non seulement aux nouvelles données scientifiques mais aussi aux attentes des citoyens concernant la manière dont on traite les animaux dits « de rente ». Je vais vous donner juste quelques exemples.

Le premier exemple dont on parle beaucoup en Europe est le transport d'animaux vivants. Les transports d'animaux sont la source d'une souffrance épouvantable et pas du tout justifiable en 2018, et les pays européens face à la crise de la demande sur le marché interne et à l'opportunité d'augmenter les exportations, continuent à ignorer la législation. L'inaction politique reste la règle avec un renvoi de balle constant en ce qui concerne la responsabilité entre la Commission et les états membres.

Le deuxième exemple est la presque totale non-application de la directive européenne sur la protection des porcs, notamment en ce qui concerne l'ablation partielle de la queue et la fourniture de matériaux d'enrichissement adéquats. Cette non-application est devenue presque embarrassante, si on considère que seulement 2 états-membres sont en règle (la Suède et la Finlande), ayant introduit une interdiction totale dans leurs législations nationales. Face à cela, la Commission a décidé d'adopter une approche douce, en lançant un plan d'action avec des audits, des échanges d'informations et d'expertise, des visites guidées, des tables rondes....

Un troisième exemple est l'élevage en cage, toujours permis, par exemple, pour les poules pondeuses, et l'utilisation de cages individuelles pour les truies en lactation.

Un quatrième concerne l'élevage industriel des poulets de chair, génétiquement sélectionnés pour qu'ils grandissent si rapidement que le seul fait d'être vivants leur cause une souffrance permanente. Nous en tuons 7 milliards par an dans l'UE, et ils vivent des vies pénibles.

Et je pourrais continuer.

Les citoyens européens demandent de plus en plus une prise de responsabilité de la part des acteurs politiques face aux graves problèmes environnementaux et de bien-être animal créés par le modèle d'agriculture intensive et industrielle qui prédomine en Europe. Pourtant, la politique se cache.

Dans ce contexte, l'initiative constitutionnelle suisse est une exception extrêmement positive. On a besoin de courage politique, on a besoin d'une prise de position pour garantir le futur des productions locales, durables, équitables, qui privilégient vraiment le bien-être animal par rapport à d'autres considérations. Les consommateurs suisses ont déjà l'habitude de payer le juste prix pour ce type de produits, en valorisant un modèle de production animale respectueux de la dignité intrinsèque des animaux et en payant les frais supplémentaires qu'un tel modèle implique. Tous les produits d'importation doivent garantir ces mêmes standards de production. Eurogroup for Animals se bat pour ça depuis longtemps: les producteurs étrangers devraient respecter les mêmes règles que les producteurs européens en matière de bien-être animal. Au niveau national, ça veut dire aussi consommer moins, mais consommer mieux et payer le juste prix pour les produits d'origine animale, ce qui est dans nos objectifs stratégiques d'ici à 2025. Notre espoir est que l'exemple de la Suisse puisse établir un précédent vertueux. Je vous remercie pour votre attention!